

ECO

BUSINESS

PME - TPE - STARTUP

27 Avril 2024

www.lodj.ma



LE SECTEUR DE LA CONSTRUCTION AU MAROC SOUS PRESSION SELON L'OBSERVATOIRE DES PME



LODJ.TV

LA WEB TV ECO & ECO



LA WEB TV QUI ALLIE ÉCONOMIE ET ÉCOLOGIE,
POUR UN AVENIR DURABLE !

+150.000

Télespectateurs / mois

+ 20
Émissions

+ 500
Épisodes



SCAN ME!



Nizar Baraka réélu à la tête de l'Istiqlal
pour un deuxième mandat

Il est essentiel de nous renouveler !



Sommaire

Les banquiers marocains chez les investisseurs de Wall Street



Airbnb doit passer à la case Impôts



L'OCP aurait besoin de 5 et 7 milliards de dollars d'ici 2027



Journée noire pour TikTok : les influenceurs marocains dans l'expectative



Alerte sur le secteur de la construction au Maroc

Le secteur de la construction au Maroc sous pression selon l'Observatoire des PME



La SNTL mise sur l'innovation pour devenir le leader du transport durable d'ici 2035

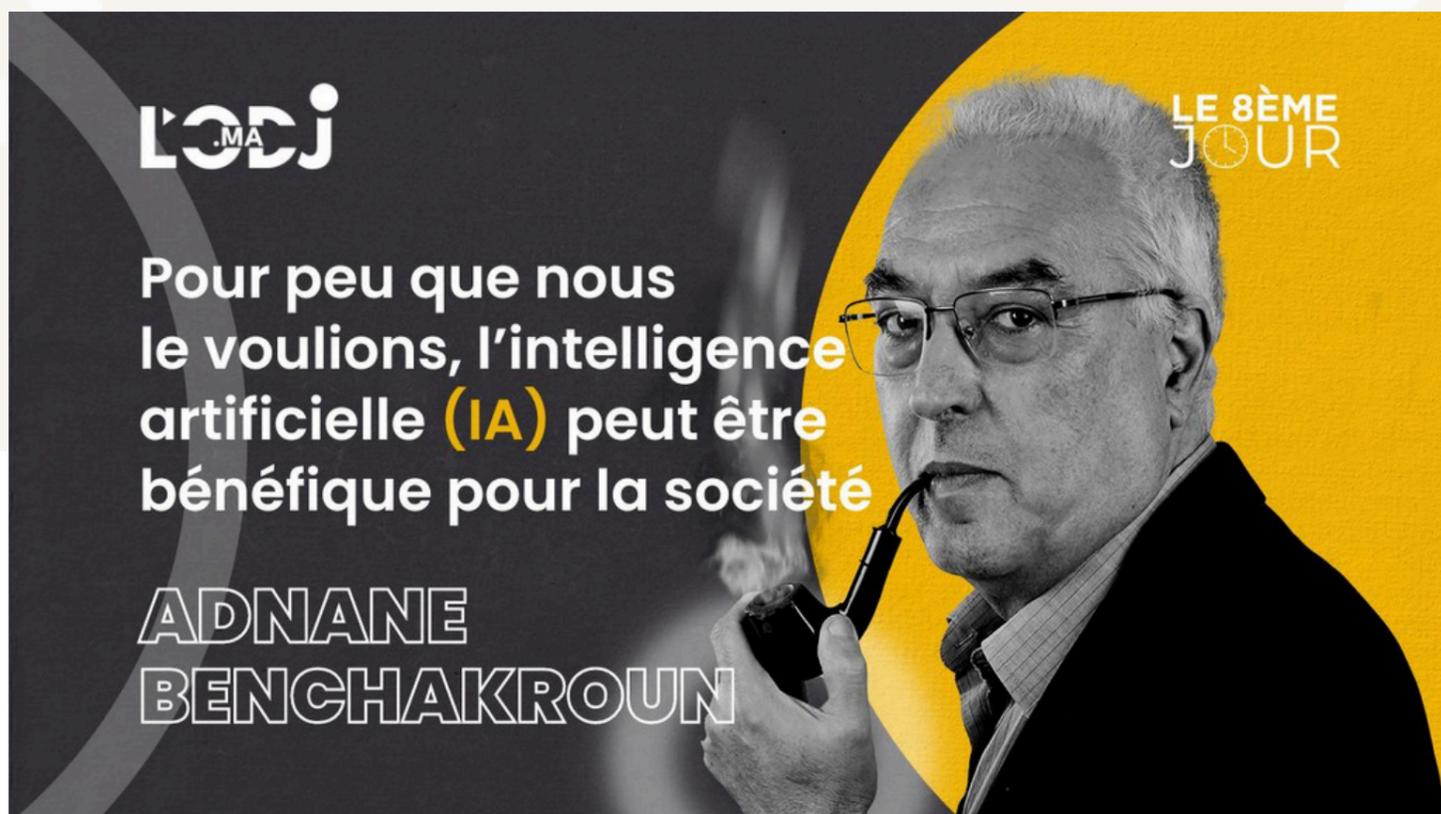
L'Explosion du Cannabis légal au Maroc déferle en 2024



Édito en vidéo

**Pour peu que nous le voulions,
l'intelligence artificielle (IA) peut être
bénéfique pour la société.**

Faut-il encore qu'elle soit comprise de manière approfondie à tous les niveaux de la société pour démystifier ses fonctionnalités et potentialités tout en mettant en garde contre les risques liés à une utilisation non encadrée.





Alerte sur le secteur de la construction au Maroc

Le secteur de la construction au Maroc sous pression selon l'Observatoire des PME

Le secteur de la construction au Maroc est actuellement confronté à une crise sévère, un défi majeur pour l'un des piliers centraux de son économie. Selon les récentes observations de l'Observatoire des Petites et Moyennes Entreprises (PME), cette crise imminente pourrait ébranler profondément la structure économique du pays dès 2024. Des défis financiers, juridiques et structurels se profilent à l'horizon, menaçant de plonger un nombre croissant d'entreprises dans la faillite.

D'après le rapport "Info Risque" publié par l'Observatoire, on estime que le nombre d'entreprises en faillite pourrait atteindre 16 400 d'ici la fin de l'année, plaçant le secteur de la construction juste derrière le commerce en termes d'impact économique. Ce constat alarmant, relayé par des sources spécialisées soulignent une urgence qui ne peut être ignorée.

Cependant, loin de se résigner à un avenir sombre, il existe des raisons d'espérer et des mesures potentielles pour inverser cette tendance. La loi sur les délais de paiement, par exemple, bien que pas toujours respectée, représente un cadre législatif visant à protéger les entreprises contre les retards de paiement chroniques qui asphyxient leur trésorerie. L'augmentation constante des faillites malgré cette loi montre la complexité du problème, mais aussi l'importance de renforcer l'application de telles mesures.

Les tribunaux commerciaux voient affluer les demandes de règlement et de liquidation judiciaires, témoignant de la fragilité financière croissante des acteurs du secteur. Ces entreprises, essentielles à l'infrastructure et au développement immobilier du Maroc, subissent de plein fouet la hausse des prix des matières premières, la stagnation des chantiers et une concurrence acharnée, notamment sur les marchés publics. Cette situation est aggravée par un accès de plus en plus restreint au financement bancaire, les banques les considérant comme des "clients à haut risque".

Au-delà des défis financiers, les obstacles juridiques et bureaucratiques sont tout aussi préoccupants. Les retards dans l'obtention des permis de construction et les litiges juridiques freinent considérablement les projets, impactant négativement la santé financière des entreprises concernées. Ces problèmes exigent des solutions innovantes et une approche proactive.

Pour surmonter ces défis, il est essentiel que les entreprises s'orientent vers des services de conseil externe et juridique avant de s'engager dans des contrats ou des projets. Des mesures extrajudiciaires pourraient également aider à alléger le fardeau financier et à résoudre les litiges plus efficacement. L'adoption d'une stratégie proactive et la mise en œuvre de réformes adaptées pourraient non seulement stabiliser le secteur mais également le revitaliser.

En fin de compte, la crise actuelle du secteur de la construction au Maroc, bien qu'inquiétante, pourrait également servir de catalyseur pour des changements structurels profonds. En renforçant les réglementations, en améliorant l'efficacité administrative et en soutenant financièrement les PME, le Maroc peut non seulement surmonter cette crise, mais également poser les bases d'un secteur de la construction plus robuste et résilient. Cette vision optimiste repose sur la capacité collective à reconnaître les défis présents et à agir de manière décisive pour sécuriser l'avenir économique du pays.

Pourtant, pour faire face à cette crise du secteur le gouvernement marocain a fait le choix de soutenir la demande en logement

Pour faire face à la crise persistante du secteur de la construction, le gouvernement marocain a décidé de mettre en place un programme novateur pour stimuler la demande en logement. Annoncé par Mme Fatima Ezzahra El Mansouri, ministre de l'Aménagement du territoire national, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la Ville, ce programme vise à remplacer l'ancienne initiative qui a pris fin en décembre 2020. Contrairement aux politiques antérieures principalement axées sur l'augmentation de l'offre, la nouvelle stratégie met l'accent sur le soutien à la demande de logements, en intégrant notamment la classe moyenne, et en proposant des solutions adaptées tant aux zones urbaines qu'aux particularités du monde rural.

Ce programme, aligné sur la vision royale d'améliorer l'accès à un logement décent pour tous, propose des aides financières directes pour l'achat de la résidence principale. Ces aides sont accessibles à tous les Marocains, résidant au pays ou à l'étranger, qui n'ont pas encore acquis de propriété au Maroc et qui n'ont jamais bénéficié de subventions dans ce domaine. Le dispositif prévoit une allocation de 100 000 dirhams pour l'achat de logements dont le prix ne dépasse pas 300 000 dirhams. Pour les logements plus coûteux, jusqu'à 700 000 dirhams, une aide de 70 000 dirhams est proposée, encourageant ainsi l'accession à la propriété dans différentes tranches de revenu.

Ce soutien gouvernemental ne se limite pas uniquement à un aspect financier. Il est également conçu pour diversifier l'offre de logements disponibles, avec une inclusion de propositions telles que des appartements ou des maisons individuelles. Cette diversification est essentielle pour répondre aux attentes variées des citoyens et pour adapter l'offre aux spécificités des différentes régions du Maroc, notamment les zones rurales qui ont des besoins distincts par rapport aux zones urbaines.

En outre, ce programme ouvre de nouvelles opportunités pour les petites et moyennes entreprises du secteur de la construction, qui peuvent désormais participer à la réalisation de projets de logement à divers niveaux. Cette approche a le potentiel de revitaliser l'ensemble du secteur en stimulant à la fois la demande et l'offre, tout en favorisant le développement économique local et en créant des emplois.

L'initiative du gouvernement marocain est donc une réponse stratégique à la crise du secteur de la construction, visant non seulement à stabiliser le marché du logement mais aussi à contribuer à une croissance économique durable. En soutenant activement la demande en logement, le Maroc fait un pas audacieux vers la résolution de l'une des problématiques les plus pressantes de son économie tout en améliorant la qualité de vie de ses citoyens.

Pour les promoteurs, le gouvernement aurait dû inclure les stocks d'inventus. Malheureusement, malgré les efforts louables du gouvernement marocain pour stimuler la demande de logements à travers le nouveau programme d'aide directe, une lacune significative persiste : l'inclusion insuffisante du stock d'inventus dans la stratégie actuelle. Les promoteurs immobiliers, confrontés à un ralentissement des ventes, disposent d'un nombre considérable de biens immobiliers qui restent sur le marché sans trouver preneurs. Ce phénomène s'accroît particulièrement dans certaines zones où la spéculation a mené à une surproduction par rapport à la demande réelle.

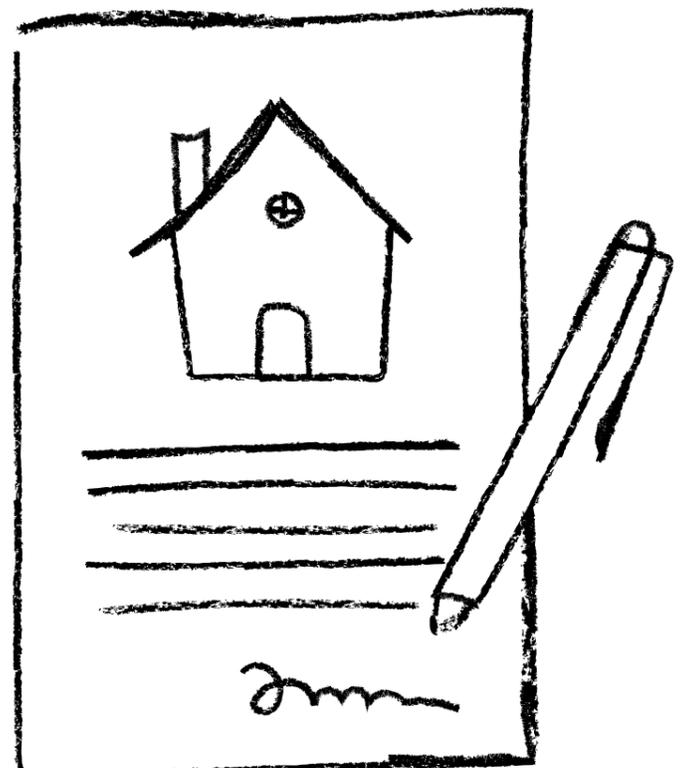
L'inclusion de ce stock d'inventus dans le programme gouvernemental pourrait non seulement aider à résorber cette surabondance mais aussi à dynamiser le marché en proposant des logements à des prix potentiellement plus attractifs. Les biens inventus, souvent perçus comme un signe négatif de stagnation du marché, pourraient ainsi être revalorisés, facilitant la liquidité financière des promoteurs et contribuant à l'équilibre général du secteur immobilier.

De plus, intégrer ces inventus dans les mesures de soutien gouvernementales permettrait de répondre plus efficacement à la diversité des besoins en logement. Par exemple, des incitations spécifiques pourraient être mises en place pour encourager l'achat de ces propriétés, telles que des réductions supplémentaires, des avantages fiscaux ou des options de financement améliorées, qui rendraient l'achat de ces logements plus accessible, notamment pour les primo-accédants ou les familles de la classe moyenne.

Cette approche aurait également l'avantage de stimuler rapidement le secteur de la construction sans nécessiter de nouveaux projets de grande envergure, ce qui serait économiquement plus viable à court terme. Elle favoriserait une reprise plus rapide du marché immobilier, tout en évitant les pièges de la surconstruction qui pourrait aggraver la situation de surplus.

Par ailleurs, la mise en place d'une telle stratégie nécessiterait une collaboration étroite entre le gouvernement et les acteurs du secteur immobilier pour assurer que les mesures prises soient équilibrées et bénéficient à toutes les parties prenantes. Cette collaboration pourrait inclure des audits réguliers des stocks d'inventus, des ajustements des aides en fonction de l'évolution du marché et des séminaires de sensibilisation pour les promoteurs sur les avantages de participer à ce programme élargi.

En conclusion, bien que le programme d'aide directe au logement soit une initiative prometteuse, son efficacité serait nettement renforcée par l'intégration des stocks d'inventus. Cette mesure pourrait accélérer la reprise du marché immobilier marocain, tout en offrant des solutions de logement plus diversifiées et accessibles à la population. Le gouvernement gagnerait à considérer cette option non seulement comme un palliatif économique mais aussi comme un levier stratégique pour un développement durable du secteur immobilier marocain.





Cet événement soulève une question cruciale : que recherchent exactement les banquiers marocains chez leurs homologues de Wall Street ? Pour répondre à cette question, il est essentiel de comprendre le contexte économique global et les motivations spécifiques qui sous-tendent une telle démarche.

D'abord, il est important de reconnaître que Wall Street représente le cœur financier du monde. En établissant des relations solides avec les acteurs clés de ce centre financier, les institutions marocaines cherchent à attirer des investissements directs étrangers, cruciaux pour le développement économique du pays. Les investisseurs de Wall Street sont réputés pour leur capacité à injecter d'importants capitaux, mais également pour leur expertise dans la gestion des marchés financiers.

En outre, cette démarche s'inscrit dans une stratégie plus large de diversification économique du Maroc. Depuis plusieurs années, le royaume chérifien œuvre à réduire sa dépendance aux secteurs traditionnels comme l'agriculture et le tourisme, en favorisant le développement de secteurs à forte valeur ajoutée tels que la finance et la technologie.

L'accès à de nouveaux capitaux et à des partenariats stratégiques à travers des interactions avec Wall Street pourrait accélérer ce processus.



Les banquiers marocains chez les investisseurs de Wall Street

Une délégation de haut niveau, composée des dirigeants des principales institutions financières marocaines, s'est rendue à Wall Street. Ce rassemblement, sous le regard bienveillant de l'ambassadeur du Maroc à Washington, Youssef Amrani, avait pour objectif explicite de renforcer les liens de coopération et d'échange entre les opérateurs financiers des deux pays.

La présence de figures clés telles que Tarik Senhaji, directeur général de la Bourse de Casablanca, et Kamal Mokdad, directeur général de la Banque Centrale Populaire, indique également une volonté de moderniser et d'internationaliser les structures financières marocaines. Ces leaders cherchent non seulement des capitaux, mais aussi des savoir-faire pour améliorer la gouvernance, l'efficacité opérationnelle et l'innovation dans leurs institutions respectives.

Cependant, ce rapprochement avec Wall Street n'est pas sans risques. Les investisseurs américains sont connus pour leur recherche de rentabilité à court terme, ce qui pourrait parfois aller à l'encontre des objectifs de développement durable et à long terme poursuivis par le Maroc. De plus, la dépendance accrue aux capitaux étrangers peut rendre l'économie marocaine plus vulnérable aux fluctuations des marchés mondiaux.

La démarche des banquiers marocains à Wall Street peut être vue comme une stratégie ambitieuse pour propulser le Maroc sur la scène économique mondiale. Toutefois, elle nécessite une gestion prudente pour équilibrer les bénéfices immédiats en termes d'investissements et de savoir-faire, avec les objectifs à long terme de développement durable et d'autonomie économique. Le succès de cette entreprise dépendra de la capacité du Maroc à naviguer habilement entre opportunités globales et défis locaux.



INTERVIEW



La SNTL mise sur l'innovation pour devenir le leader du transport durable d'ici 2035

La Société Nationale des Transports et de la Logistique (SNTL), à travers sa filiale SNTL Supply Chain, entreprend une transformation majeure. Elle se positionne pour devenir le principal acteur des solutions de transport et de mobilité durables et efficaces d'ici 2035, un objectif ambitieux qui souligne son engagement envers l'excellence opérationnelle et l'innovation.

Un jalon crucial de cette stratégie est la montée en charge de l'exploitation des Magasins et Aires de Dédouanement (MEAD) à Mohammedia.

Après une phase de tests rigoureux de six mois, ces installations sont désormais opérationnelles et répondent aux exigences logistiques les plus pointues. Elles accueillent des conteneurs et des camions remorques en provenance et à destination de différents ports, y compris ceux de Casablanca et de Tanger Med. Cette initiative renforce la position de la SNTL en tant que pionnier du secteur logistique.

Les MEAD, qui ont bénéficié d'un investissement de 50 millions de dirhams pour l'aménagement de la voie de desserte maritime, offrent une connectivité directe avec le port de Casablanca. Cette connexion fait de Mohammedia une plateforme logistique clé, transformant effectivement l'endroit en un port sec de premier plan dans la région.

Hassan Oubaha, le Directeur Général de la SNTL, exprime sa satisfaction quant au succès du lancement des MEAD :

« Les Magasins et Aires de Dédouanement sont une étape importante dans notre repositionnement stratégique et notre engagement à offrir des solutions logistiques innovantes et efficaces. Grâce à ces installations modernes et à notre expertise en gestion des flux de marchandises, nous sommes mieux équipés que jamais pour répondre aux besoins de notre clientèle diversifiée. »

Les MEAD proposent une gamme complète de services, y compris le stockage sécurisé des marchandises sous douane, le dédouanement accéléré, la gestion des stocks en temps réel, et une connectivité logistique intégrée assurant une visibilité totale sur la chaîne d'approvisionnement. Ces installations ne se contentent pas de répondre aux attentes actuelles ; elles anticipent également les défis futurs en termes de logistique et de gestion des flux marchands.

Oubaha est convaincu que les MEAD joueront un rôle clé dans la réalisation des objectifs stratégiques à long terme de la SNTL. « Ces installations renforceront notre position en tant que partenaire de choix pour les entreprises cherchant à optimiser leurs opérations logistiques au Maroc », ajoute-t-il.



La SNTL mise sur l'innovation pour devenir le leader du transport durable d'ici 2035

La vision de la SNTL pour 2035 ne se limite pas à l'amélioration de ses infrastructures. Elle inclut également un engagement profond envers le développement durable. En intégrant des pratiques écoresponsables dans toutes ses opérations, la SNTL espère non seulement améliorer ses services, mais aussi contribuer à une économie plus verte et plus durable.

L'innovation est au cœur de la stratégie de la SNTL, ce qui se manifeste non seulement dans ses installations et services, mais aussi dans sa gestion des ressources humaines et technologiques. En formant continuellement son personnel et en adoptant les dernières technologies, la SNTL se prépare à répondre efficacement aux évolutions du marché et aux attentes de ses clients.

En conclusion, l'engagement de la SNTL envers l'excellence opérationnelle et l'innovation est un signal fort pour le secteur des transports et de la logistique. Avec ses initiatives comme les MEAD et sa vision orientée vers la durabilité, la SNTL est bien partie pour réaliser son ambition de devenir le leader des solutions de transport et de mobilité durables et efficaces d'ici 2035.

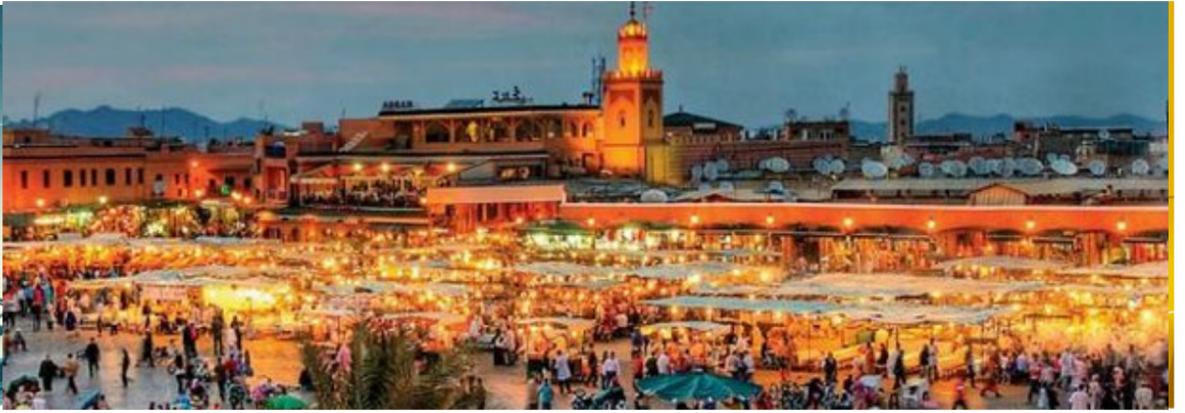


Vers une fusion entre la SNTL et l'AMDL ?

À l'initiative du ministère des Finances, un appel d'offres ayant pour objet l'audit stratégique de la SNTL et de l'AMDL vient d'être lancé, pour près d'un million de dirhams.

Dans la documentation accompagnant la consultation, le maître d'ouvrage détaille les missions assignées à cet audit et revient sur le contexte dans lequel elle intervient. On apprend ainsi que cet audit s'inscrit dans le cadre des orientations de la loi-cadre n° 50-21 relative à la réforme des établissements et entreprises publics (EEP), visant, en particulier, l'identification et la mise en œuvre d'opérations de restructuration et de réforme des EEP.

Cet audit qui s'inscrit dans le cadre de la grande réforme des établissements et entreprises publics devra proposer un repositionnement stratégique de l'Agence marocaine de développement de la logistique et la Société nationale des transports et de la logistique. Parmi les scénarios à l'étude, celui d'un regroupement des deux entités.



Airbnb doit passer à la case Impôts

Au Maroc, l'administration fiscale a récemment lancé une opération d'envergure pour auditer les revenus générés par les locations de logements touristiques via la célèbre plateforme Airbnb. Cette initiative, menée en collaboration étroite avec les ministères du Tourisme et de l'Intérieur, vise à garantir le respect de la législation en vigueur dans un secteur en pleine expansion.

Le Maroc, avec ses villes pittoresques comme Casablanca, Marrakech, Essaouira et Tanger, attire de nombreux touristes chaque année. Cette popularité a transformé la location courte durée en une source de revenu substantielle pour les résidents locaux.

Cependant, cette activité lucrative a aussi soulevé des préoccupations quant à l'évasion fiscale potentielle et au manque de régulation. Des sommes importantes, parfois dépassant 100 000 dirhams par mois, sont fréquemment transférées à des exploitants gérant plusieurs propriétés à travers le pays.

Le programme d'audit cible spécifiquement les transferts financiers internationaux, qui se font souvent via des comptes bancaires étrangers, PayPal, ou des cartes bancaires. L'objectif est de s'assurer que tous les exploitants déclarent leur activité et obtiennent les licences requises, conformément au décret n°2.23.441, entré en vigueur l'année dernière. Ce décret fait partie du code du tourisme n°80.14, qui régit les établissements touristiques et d'autres formes d'hébergement.

Les exigences pour obtenir une licence sont strictes : les demandeurs doivent fournir une copie de leur contrat d'assurance, des photos des chambres proposées, ainsi qu'un certificat de conformité aux normes de sécurité et de durabilité du bâtiment. Ces mesures garantissent non seulement la qualité de l'accueil touristique mais aussi la sécurité des visiteurs.

La révélation que les revenus générés par Airbnb n'étaient pas intégrés dans les revenus du secteur touristique déclarés par le ministère du Tourisme montre l'ampleur de l'activité non réglementée. Ce phénomène est assez commun dans l'économie numérique mondiale où des plateformes telles qu'Airbnb peuvent opérer à une échelle massive sans une surveillance adéquate.

Le ministère de l'Intérieur, via l'inspection générale de l'administration territoriale, a également reçu les données collectées pour faciliter l'application de la loi. Des enquêtes sont en cours dans les principales destinations touristiques pour informer les exploitants de leurs obligations légales.

Dans un contexte d'étonnement positif, cette régulation peut être vue comme une étape cruciale vers une économie plus équitable et transparente. Elle non seulement assure une concurrence loyale parmi les hôteliers et les loueurs particuliers, mais renforce également les revenus fiscaux de l'État, permettant des investissements accrus dans les infrastructures et les services publics.

Airbnb, de son côté, semble s'adapter à cette nouvelle réalité réglementaire. Le PDG Brian Chesky a annoncé des plans pour diversifier les services de la plateforme, y compris la location à long terme et la location de voitures, signe que l'entreprise cherche à innover tout en respectant les cadres législatifs locaux.

En conclusion, l'initiative marocaine d'auditer et de réguler les activités de location via Airbnb est un modèle de comment les pays peuvent embrasser les bénéfices de l'économie numérique tout en s'assurant que tous les acteurs contribuent justement à l'économie nationale. C'est une démarche qui, espérons-le, sera suivie par d'autres régions du monde confrontées à des défis similaires.



Financement



L'OCP aurait besoin de 5 et 7 milliards de dollars d'ici 2027

L'OCP a lancé une tournée de présentation auprès des investisseurs en vue d'obtenir une obligation internationale pouvant atteindre 2 milliards de dollars pour financer son plan de développement.

La société a désigné BNP Paribas, Citi et JP Morgan pour gérer l'obligation.

Cette obligation serait la première depuis qu'OCP a annoncé en 2022 une stratégie de 13 milliards de dollars visant à passer entièrement aux énergies renouvelables pour alimenter ses processus industriels.

L'entreprise prévoit également d'investir dans l'hydrogène vert pour produire de l'ammoniac et a investi dans le dessalement. L'obligation internationale la plus récente d'OCP était une émission à double tranche d'une valeur de 1,5 milliard de dollars en 2021.

Selon d'autres sources non officielles :

L'OCP prévoit de lever entre 5 et 7 milliards de dollars d'ici 2027 par le biais de ventes d'obligations ainsi qu'une introduction en bourse de son unité chimique, OCP Nutricrops.

En préparation pour ces grands changements, le leader mondial des phosphates et dérivés a déjà commencé à collaborer avec des consultants financiers et des banques d'investissement pour assurer le succès de ces introductions en bourse et ventes d'obligations



TIKTOK LITE



Journée noire pour TikTok : les influenceurs marocains dans l'expectative

La récente suspension du système de récompenses de TikTok Lite en Europe a semé le doute et l'incertitude parmi les influenceurs marocains, qui s'interrogent sur les répercussions potentielles de cette mesure sur leurs activités et leurs revenus.

Au Maroc, où TikTok est une plateforme majeure pour les créateurs de contenu numérique, cette décision pourrait avoir des implications significatives, non seulement pour les utilisateurs de TikTok Lite mais également pour l'ensemble de la communauté des influenceurs.

TikTok Lite suspend son système de récompenses, jugé dangereux en Europe

Dans un développement significatif qui marque une journée difficile pour TikTok, la version allégée de l'application, TikTok Lite, a suspendu son système de récompenses en Europe. Cette décision fait suite à des préoccupations croissantes concernant la sécurité des utilisateurs et le respect des réglementations strictes en matière de protection des données personnelles sur le continent.

TikTok Lite, qui offre une expérience similaire à celle de l'application principale mais avec moins de consommation de données et une meilleure performance sur les appareils moins puissants, avait introduit un système de récompenses visant à encourager les utilisateurs à regarder et à partager du contenu. Toutefois, ce système a rapidement suscité l'inquiétude des régulateurs européens qui le jugent potentiellement dangereux, notamment en raison des risques d'addiction et de manipulation, surtout chez les jeunes utilisateurs.

La suspension du système de récompenses met en lumière les défis auxquels sont confrontées les plateformes de médias sociaux qui cherchent à innover tout en respectant les cadres réglementaires variés dans les différentes régions du monde. L'Europe, en particulier, est connue pour sa rigueur en matière de protection des données, comme en témoigne le Règlement général sur la protection des données (RGPD), qui impose des contrôles stricts sur la collecte et la gestion des informations personnelles.

La décision de TikTok de suspendre ce système pourrait être vue comme une mesure proactive pour éviter des conflits potentiels avec les autorités de régulation et maintenir la confiance de ses utilisateurs européens. Cela démontre également la complexité des enjeux liés à la monétisation des plateformes numériques, qui doivent équilibrer innovation et conformité réglementaire.

Parallèlement, TikTok fait face à une pression croissante aux États-Unis, où l'application est menacée d'interdiction en raison de préoccupations liées à la sécurité nationale et à la protection de la vie privée. La suspension du système de récompenses en Europe pourrait ainsi préfigurer des mesures similaires dans d'autres régions, particulièrement si les législateurs et les régulateurs continuent de scruter les pratiques de l'entreprise avec scepticisme.

En conclusion, cette suspension est un rappel que dans l'univers des applications et des plateformes numériques, l'innovation doit souvent être tempérée par une attention rigoureuse aux implications éthiques et légales. Pour TikTok et d'autres acteurs du domaine, il s'agit de naviguer avec prudence dans un paysage médiatique en constante évolution, où la balance entre croissance et conformité reste un défi majeur.

Incertitude économique pour les influenceurs marocains

Pour les influenceurs marocains, le système de récompenses de TikTok Lite représentait une source de revenus complémentaires importante. En récompensant les utilisateurs pour le temps passé sur l'application et pour le partage de contenus, TikTok Lite offrait aux créateurs de contenu une motivation supplémentaire pour engager leur audience. La suspension de ce système soulève donc des questions sur la viabilité économique de leurs activités sur la plateforme, en particulier pour ceux qui comptent sur ces incitations pour maximiser leur engagement et monétiser leur contenu. Adaptation et recherche de nouvelles opportunités

Incertitude économique pour les influenceurs marocains

Face à cette situation, les influenceurs marocains sont contraints de repenser leurs stratégies de contenu et de monétisation. Certains pourraient se tourner vers d'autres plateformes ou chercher à diversifier leurs sources de revenus à travers des collaborations avec des marques, des participations à des campagnes publicitaires, ou même l'exploration de nouvelles formes de contenu digital. Cette période d'incertitude pousse également les créateurs de contenu à innover et à trouver des moyens créatifs pour maintenir l'engagement de leur audience.

Ces influenceurs appellent à une clarification de la part de TikTok concernant les futures politiques de monétisation et les alternatives possibles au système de récompenses. Un dialogue constructif entre TikTok et les communautés d'influenceurs pourrait aider à élaborer des solutions qui soutiennent les créateurs de contenu tout en respectant les cadres réglementaires.



Le doute actuel parmi les influenceurs marocains reflète aussi un questionnement plus large sur l'impact des décisions globales de grandes plateformes numériques sur la culture numérique locale. Les créateurs de contenu marocains, qui ont souvent utilisé TikTok pour promouvoir des aspects uniques de leur culture et de leur créativité, se trouvent à un carrefour où ils doivent naviguer entre les tendances mondiales et les réalités locales.



Cette suspension du système de récompenses de TikTok Lite est un tournant pour les influenceurs marocains, les obligeant à réévaluer et à ajuster leurs approches envers la création de contenu et la monétisation. Cela souligne également l'importance pour les plateformes globales comme TikTok de considérer les impacts de leurs politiques sur les communautés locales et de travailler en collaboration avec celles-ci pour soutenir une culture numérique dynamique et inclusive.





ZOOM

L'Explosion du Cannabis légal au Maroc déferle en 2024

Au Maroc, l'année 2024 marque une véritable révolution dans l'industrie du cannabis légal. L'Agence Nationale de Réglementation des Activités relatives au Cannabis (ANRAC) a délivré une quantité impressionnante d'autorisations, témoignant d'une libéralisation croissante et contrôlée de cette culture autrefois marginale. À la date du 23 avril, pas moins de 2 905 autorisations ont été accordées sur 2 942 demandes examinées, contre seulement 609 en 2023. Cette explosion réglementaire couvre une superficie globale impressionnante de 2.552 hectares, un bond significatif par rapport aux 286 hectares de l'année précédente.

**La Feuille de
Route se
décline Le
Maroc cultive
son avenir avec
le cannabis
légal**

Le Maroc, historiquement connu pour ses cultures de cannabis dans les régions de Taounate, Chefchaouen, et Al Hoceima, semble maintenant déterminé à canaliser ce secteur vers des fins médicales et industrielles. L'ANRAC a distribué 2 737 autorisations à 2 637 agriculteurs pour la culture et la production de cannabis. De plus, 168 autorisations ont été octroyées à divers opérateurs, incluant un établissement pharmaceutique, 16 coopératives, 37 sociétés et 7 personnes physiques pour différentes activités comme la transformation, la commercialisation, l'exportation, et l'importation de semences.

Les produits dérivés du cannabis, régulés minutieusement, comprennent 11 articles cosmétiques et d'hygiène corporelle, ainsi que 31 compléments alimentaires. Ces articles ont été développés à partir de la récolte légale de 2023 et sont actuellement en cours d'enregistrement. Le ministère de la Santé a déjà délivré 7 certificats d'enregistrement pour ces produits, deux pour des tisanes et cinq pour des produits cosmétiques.

Les exportations, un nouvel horizon pour l'industrie du cannabis marocain, commencent également à prendre forme. En avril 2024, un opérateur et une coopérative ont exporté 65,5 kg de produits de cannabis vers la Suisse, incluant de la résine de CBD à faible teneur en THC et des fleurs de cannabis. Ces initiatives ne sont que le début, avec d'autres opérations d'exportation actuellement en phase finale de finalisation.

Ce développement fulgurant du secteur du cannabis au Maroc est particulièrement remarquable. Il s'inscrit dans une stratégie plus large visant à réguler et à exploiter de manière responsable et profitable une culture historiquement liée à des pratiques illégales et à des réseaux de contrebande. Par cette régulation, le Maroc espère non seulement contrôler mais aussi bénéficier économiquement d'une industrie en pleine expansion mondiale, tout en assurant un cadre légal et sécuritaire pour sa production et sa commercialisation.

Cette transformation est soutenue par des entités comme l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires (ONSSA), qui joue un rôle crucial dans l'autorisation de l'utilisation des semences, essentielle pour garantir la qualité et la sécurité des produits. Avec 73 autorisations d'utilisation de la semence Beldia pour une superficie totale de 1.262 hectares, l'ONSSA contribue à assurer que les produits du cannabis marocain répondent aux normes internationales de sécurité et de qualité.

En somme, le Maroc est à la pointe d'un mouvement qui pourrait voir le cannabis légal devenir un pilier de son économie agricole. L'évolution rapide des autorisations et des superficies cultivées témoigne de l'ambition du royaume de devenir un acteur majeur dans ce secteur à l'échelle globale. La régulation scrupuleuse, la diversification des produits et l'ouverture sur les marchés internationaux sont des indicateurs que le Maroc pourrait bien réussir son pari de modernisation et d'innovation dans le domaine du cannabis.

ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE

Alerte **LYDEC CASABLANCA**



Le groupe français Veolia aurait trouvé un nouvel acquéreur pour sa filiale marocaine Lydec.

Ainsi, selon Africa Business+, qui cite une source impliquée dans le dossier, c'est l'Etat marocain lui-même qui s'est porté acquéreur de cette ancienne filiale de Suez, chargée, dans la région du Grand Casablanca, de la distribution d'eau et d'électricité, de la collecte des eaux usées et pluviales et de l'éclairage public.

ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE

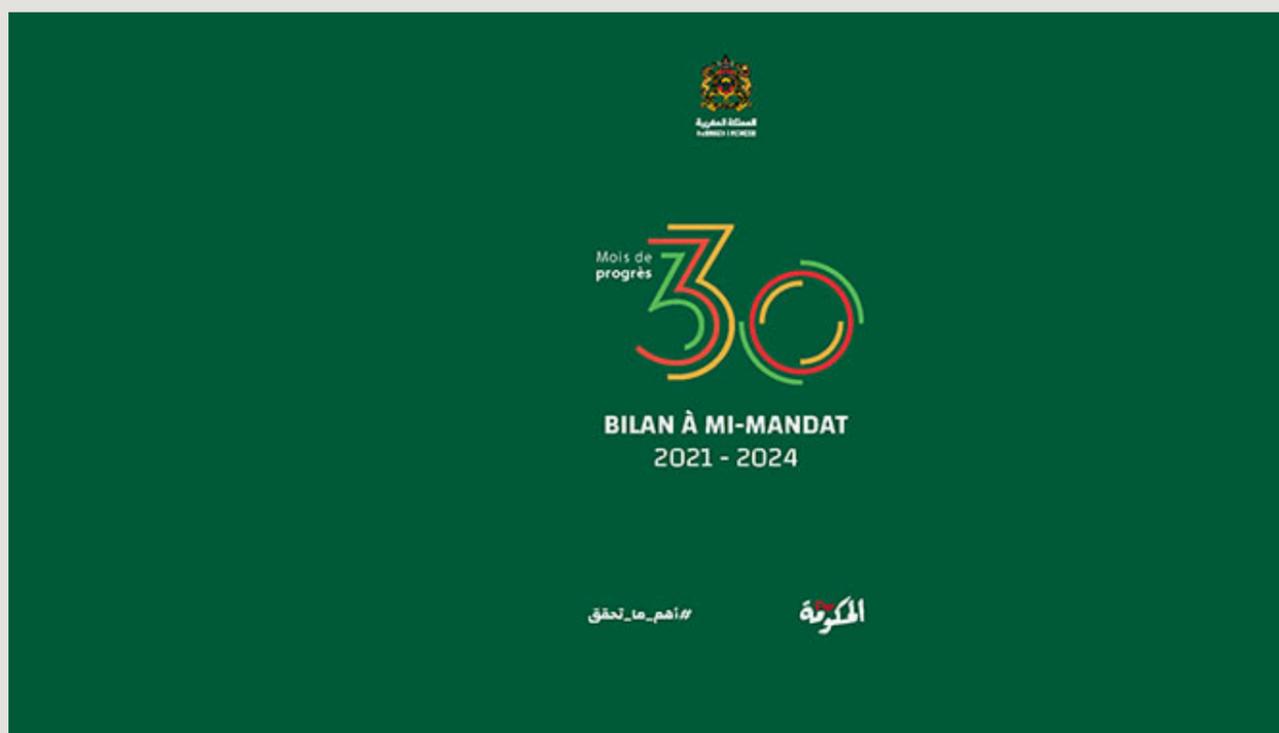
سيق وقيس

Rapport de la semaine

20 Avril 2024

Document : Le bilan du mi-mandat du gouvernement

Aziz Akhannouch : Voici mon bilan à mi-mandat en chiffres et ma feuille de route pour la suite



**Télécharger le rapport complet en PDF
ou feuilleter en ligne la publication**

Tant que je peux te dire je t'aime

Lamrini, Rida

Livre de la semaine

LA l'autre bout du monde, un homme en souffrance se motive pour sauver son foyer à son retour au Maroc. À son grand désarroi, la vie a libéré d'insaisissables fantômes, déterré de mystérieux cadavres, révélé de sinistres spectres dont il ignorait l'existence. Hippié invétéré, écrasé par son destin, il part en quête d'amour de bras en bras, de ville en ville, allant de Casablanca à Kuala Lumpur, Moscou, Paris, Nairobi, Venise, Marrakech, Ouarzazate. Pour apaiser son âme, il confie à des mots sa peine, ses amours éphémères, son errance sans fin. Les phrases s'alignent, les chapitres s'enchaînent, les personnages prennent vie. Un roman de la vie naît de son vécu avec une crudité saisissante. Quel est cet amour à la recherche duquel il est parti aux quatre coins de la terre ? Fallait-il qu'il passe dans la quatrième dimension d'un monde surréel de rêves, de visions et de fantasmagories, pour qu'il rencontre cet être auquel il peut enfin dire je t'aime, écrire avec lui à quatre mains le dernier chapitre de leur vie, transcender l'infinitude du temps par l'amour ?

Né en 1948 à Marrakech, Rida Lamrini, Ingénieur en informatique de l'ENSEEIH de Toulouse, juriste en droit public de l'université Mohammed V de Rabat, diplômé du Cycle Supérieur de Gestion de l'ISCAE, Rida Lamrini revient au Maroc en 1991 après un séjour au Canada au cours des années 80 en tant que Conseiller économique près l'Ambassade du Royaume du Maroc.

En 2001, il préside l'association INMAA et la Fédération Nationale des Associations de Microcrédit (FNAM) qui regroupe l'ensemble des Associations de Microcrédit.

En 2007, il gère et coordonne pour le compte de bailleurs de fonds nationaux et internationaux un programme de promotion de l'emploi et d'assistance des jeunes à la création de leurs entreprises dans les Provinces du Sud du Royaume.

Son témoignage est constitué d'un essai le Maroc de nos enfants, les trois tomes de la saga des Puissants de Casablanca : Les Puissants de Casablanca, Les Rapaces de Casablanca, Le Temps des Impunis, Y a-t-il un avenir au Maroc, me demanda Yasmina, L'Université Marocaine, Autrement, Les Chevaliers de l'Infortune, et tout dernièrement Le monde n'est pas facile à croquer... dans une chronique.

Il a été en 2007, membre du Conseil Consultatif des Droits de l'Homme.





Le pays qui a peur d'un maillot !!!

Que le monde en soit témoin de quel type de voisin on est contraint de côtoyer ! ... «Le pays qui a peur d'un maillot», nouveau hashtag des internautes pour railler l'Algérie...



LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

+6,8% en 2023

Dépenses militaires dans le monde : hausse de 6,8% en 2023

Les dépenses militaires mondiales ont progressé de 6,8% en 2023, pour atteindre 2.443 milliards de dollars, selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri).

« Les dépenses militaires augmentent dans toutes les régions », et ce pour la 9ème année de suite, a indiqué le Sipri dans son rapport publié le 22 avril. Les Etats-Unis, la Chine et la Russie occupent le podium en matière de dépenses militaires, l'Inde venant en 4ème position.





SMS

Le chef du renseignement militaire israélien démissionne

Le chef des renseignements militaires israélien, Aharon Haliva, a démissionné de ses fonctions, le 22 avril, en déclarant endosser « l'entière responsabilité » de l'échec que représente pour Israël l'attaque surprise menée par le Hamas, baptisée « Déluge d'Al Aqsa », le 7 octobre 2023.

Le parlement britannique approuve le projet d'expulsion des clandestins vers le Rwanda

Les deux chambres du parlement britannique ont adopté, le 23 avril, le projet de loi portant sur l'expulsion vers le Rwanda des demandeurs d'asile entrés illégalement en Grande Bretagne. Les personnes ainsi expulsées pourront réclamer l'asile à partir du Rwanda, qui devrait examiner leurs demandes.

Le premier ministre britannique, Rishi Sunak, a déclaré que son pays était prêt à commencer à envoyer des demandeurs d'asile au Rwanda quatre mois après l'adoption du projet de loi, un accord dans ce sens ayant été signé avec ce pays d'Afrique de l'Est en 2022.

États-Unis : la Chambre des représentants approuve l'aide à l'Ukraine, à Israël et à Taïwan

La Chambre des représentants des États-Unis a approuvé samedi des programmes d'aide en faveur de l'Ukraine, d'Israël et de Taïwan, surmontant ainsi des mois de dissensions internes.

Ukraine : les chars américains Abrams retirés de la ligne de front

L'armée ukrainienne a décidé de retirer de la ligne de front les chars Abrams M1A1 qui lui avait été fourni par les États-Unis, en janvier 2023, afin de les préserver des drones kamikazes russes.

Sur les 31 chars américains mis à la disposition de l'armée ukrainienne, coûtant 10 millions de dollars l'unité, 5 ont déjà été détruits par les drones kamikazes russes.



Sécurité Paris JO 2024 : le Maroc sollicité

La France fait appel au savoir-faire marocain pour assurer la sécurité des Jeux Olympiques de Paris en 2024.

Inquiète des risques potentiels liés à la sécurité lors des Jeux Olympiques prévus du 26 juillet au 11 août à Paris, la France a fait appel à l'assistance du Maroc.

Réunis récemment au Maroc, Abdellatif Hammouchi, directeur général de la Sûreté nationale et de la Surveillance du territoire (DGSN-DGST), et son homologue français, Frédéric Veaux, ont conclu un accord pour une collaboration étroite afin d'assurer la sécurité des Jeux Olympiques de 2024.

Cette entente s'inscrit dans le cadre d'un renforcement global de la coopération sécuritaire entre Rabat et Paris.

Le Maroc, doté d'une vaste expérience en matière de sécurité, avait précédemment offert son expertise au Qatar pour la coupe du monde 2022, notamment dans le domaine de la cybersécurité et de la gestion sécuritaire d'événements d'envergure.

L'opposant algérien Said Bensedira arrêté à Paris par la police française

L'«opposant» algérien Said Bensedira, célèbre activiste des réseaux sociaux qui sévit contre certaines personnalités du pouvoir algérien, a été arrêté ce samedi à Paris par la police française dans la capitale de l'Hexagone.

Said Bensedira, qui réside à Londres comme beaucoup d'opposants au régime algérien, serait soupçonné d'être entré en contact avec des agents algériens infiltrés en France pour commettre des assassinats contre des opposants, toutes tendances confondues.

Mieux encore : les crimes préparés par les agents algériens infiltrés, avec l'aide de Said Bensedira, devaient par la suite être mis sur le dos du Maroc.

La presse apprend par ailleurs que l'arrestation de Said Bensedira serait intervenue sur la base d'informations précises fournies par les services de renseignement marocains.

Cet épisode démontre à quel point Alger est allée dans son escalade contre le Maroc et sur tous les fronts.

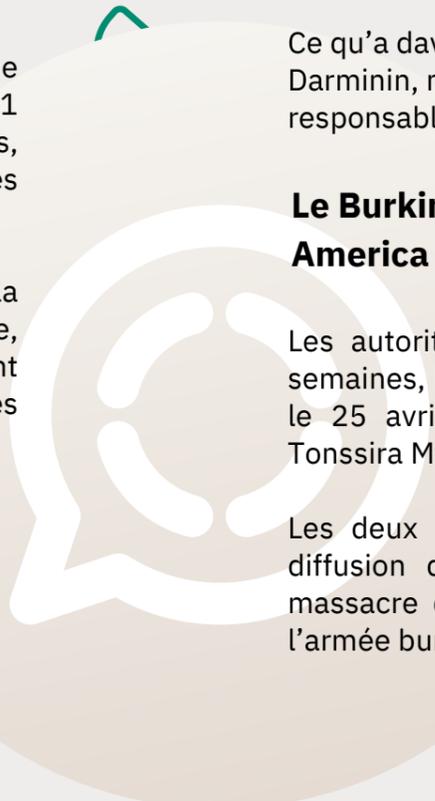
La junte au pouvoir est de plus en plus ulcérée par les derniers rapprochements entre la France et le Maroc qui, comme le montre cette dernière affaire de Said Bensedira, sont allés très loin dans leur coopération sécuritaire.

Ce qu'a davantage renforcé la récente visite au Royaume de Gérald Darminin, ministre français de l'Intérieur, accompagné par des hauts responsables sécuritaires.

Le Burkina Faso suspend les radios BBC et Voice of America

Les autorités burkinabaises ont suspendu, pour une durée de deux semaines, les stations radio de la BBC et de Voice of America, a déclaré, le 25 avril, le porte-parole de la communication du Burkina Faso, Tonssira Myrian Corine Sanou.

Les deux médias radiophoniques auraient été suspendus suite à la diffusion d'un rapport de l'Ong Human Rights Watch relatif à un massacre de civils qui aurait été perpétré, le 5 novembre 2023, par l'armée burkinabaise.



i-Week (29 books)

Read All



I-Week N° 38

I-Week N° 37

I-Week N° 36

I-Week N° 35

I-Week N° 34

I-Week N° 33

I-Week N° 32



Bouquiniste (18 books)

Read All



Les indicateurs sociaux du Maroc, Edition 2024

Perspectives du commerce mondial et statistiques

Transition du Maroc vers une économie verte

Pour une IA à impact positif

Je ne suis pas poète, mais je me soigne un

INPPLC : la corruption au Maroc 2024

Livre blanc Digitalisation et Partage des Données

7Days (51 books)

Read All



7Days Tech du 23-04-2024

7Days Santé du 22-04-2024

7Days Sport du 19-04-2024

7Days Culture du 18-04-2024

7Days Lifestyle du 17-04-2024

7Days Tech du 16-04-2024

7Days Santé du 15-04-2024



لويكاتد (11 books)

Read All



لويكاتد العدد 10

لويكاتد العدد 09

لويكاتد العدد 08

لويكاتد العدد 07

لويكاتد العدد 06

لويكاتد العدد 05

لويكاتد العدد 04



i-MaG spécial (5 books)

Read All



LODJ i-MAG Auto N°03 Spécial Printemps 2024

LODJ i-MAG Spécial Auto-Moto N°02

i-MaG Spécial séisme Al-Haouz

i-MAG Spécial Auto-Moto N°01

LODJ i-MaG Special Sante



i-MaG (17 books)

Read All



i-MaG Mars 2024

i-MaG 37 Février 2024

i-MaG Janvier 2024

i-MaG Décembre 2023

i-MaG Septembre 2022

i-MaG Mai 2023

i-MaG Décembre 2022

APP

↑

APP

↑

APP

↑

Espace des Opinions

Les nôtres et les vôtres

Sur L'ODJ Média

CHRONIQUES



TRIBUNES



ANALYSES



EMISSIONS



PODCASTS

*Le régime algérien
s'enlise dans ses dérives
: le football, victime
collatérale d'une
obsession politique*

*L'égalitarisme n'est que
la lutte permanente
contre les inégalités*

*Podcast : La panne
d'imagination*

*Émission économique de
la semaine : Bilan du
Gouvernement*

*Analyse : Et si on avait
encore besoin de partis
politiques ?*

*Istiqlal 4.0 : des
indépendances de
nouvelle génération*

*ALAIN JUILLET : LA
DIPLOMATIE, LE MAROC,
LA FRANCE, L'ALGÉRIE...*

Le régime algérien s'enlise dans ses dérives : le football, victime collatérale d'une obsession politique

Le régime algérien, adepte du hors-jeu et du tacle politique, s'illustre une nouvelle fois par une grossière faute sur le terrain du football africain. En confisquant les maillots de la Renaissance Sportive de Berkane ornés de la carte du Maroc, puis en imposant des tenues contrefaites pour la demi-finale de la Coupe de la CAF, Alger a non seulement bafoué les règles élémentaires du sport, mais aussi livré une énième illustration de son intolérance et de son instrumentalisation politique du football.

étextant une atteinte à leur souveraineté aussi fragile qu'un château de cartes, les douaniers algériens ont privé l'équipe marocaine de ses équipements officiels, homologués par la CAF. Une décision ubuesque s'inscrivant dans la droite ligne d'un discours algérien qui, tout en clamant sa neutralité dans le conflit du Sahara marocain, ne cesse de s'immiscer dans cette question par des moyens peu glorieux.

Face à l'injonction claire de la CAF de restituer les maillots confisqués, les autorités algériennes ont choisi la politique de l'aveugle et de l'oreille sourde. Poussant la Fédération algérienne de football (FAF) dans l'illégalité en lui faisant confectionner des maillots dépourvus de la carte du Maroc, violant ainsi les droits d'auteur. Une manœuvre grossière qui ne trompe personne : la motivation était bel et bien politique.

La CAF, gardienne du temple du football africain, ne peut rester les bras croisés face à ce nouveau coup de force d'Alger. Il est temps de siffler penalty et de sortir le carton rouge ! La Renaissance de Berkane mérite d'être déclarée vainqueur sur tapis vert, tandis que la FAF, otage du régime algérien, doit être sanctionnée lourdement, tant sur le plan financier que sportif.

Ce n'est hélas pas la première fois que le pouvoir algérien transforme les terrains de football en champs de bataille politique. On se souvient encore du CHAN 2022 et de l'intervention polémique du petit-fils de Nelson Mandela sur la question du Sahara marocain lors de la cérémonie d'ouverture, un incident qui avait déjà valu un rappel à l'ordre de la CAF.



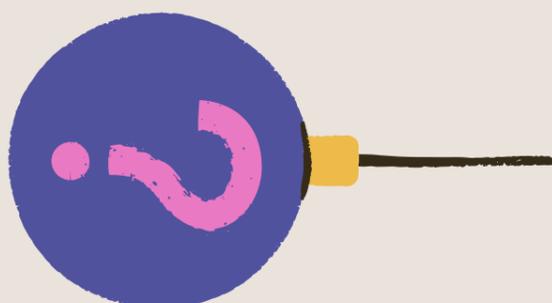
Par Hicham EL AADNANI

Quelle ironie du sort quand on sait que la ville de Berkane a autrefois accueilli les dirigeants du FLN durant la guerre d'indépendance algérienne ! Une solidarité d'antan que le régime d'Alger semble avoir bien vite oubliée, préférant s'adonner à des provocations stériles et contre-productives.

Que dire d'un régime qui brandit à tout bout de champ le drapeau de la "souveraineté" pour mieux s'ingérer dans les affaires de ses voisins ? Cet énième dérapage montre qu'Alger reste sourd à l'appel du fairplay et de l'apaisement. Une nouvelle preuve s'il en fallait que le ballon rond est trop rond pour les militaires aux manettes.

Il est temps que la CAF prenne ses responsabilités et mette un terme à ces agissements indignes. Le football africain ne saurait être le terrain de jeu des caprices politiques d'un régime obnubilé par ses obsessions. Il est temps de siffler la fin de la partie pour Alger et de redonner au football ses lettres de noblesse.

**Rédigé par Hicham EL AADNANI
Consultant en Intelligence stratégique**



L'égalitarisme n'est que la lutte permanente contre les inégalités

Un engagement réformiste et l'humanisme Marocain comme boussole

À la veille du 18ème congrès du parti de l'Istiqlal, un moment crucial pour redéfinir les engagements et les ambitions, il est essentiel de réaffirmer notre croyance dans une cause impérative : la lutte contre les inégalités. La réalité brute de la vie est telle que nous naissons et mourrons inégaux. Cette assertion, bien que résignée, ne saurait justifier l'immobilisme politique ou social.

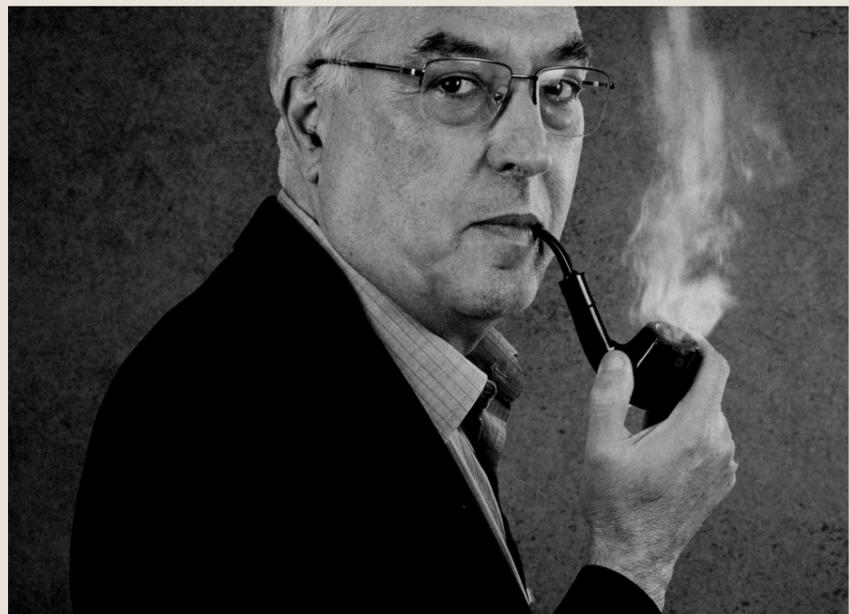
Les inégalités, sous toutes leurs formes, restent le combat majeur de notre temps. Elles s'étendent de l'économie à la culture, du monde urbain au milieu rural, touchant chaque aspect de l'existence humaine. Lutter pour une égalité des chances et pour la mobilité sociale, c'est croire en la possibilité d'un monde plus juste où chaque individu a la possibilité de se réaliser pleinement, indépendamment des circonstances de sa naissance.

Dans le contexte politique actuel, notre approche, au parti de l'Istiqlal, doit rester résolument réformiste.

Travailler de l'intérieur du système n'implique pas de compromission avec les injustices, mais une volonté de les corriger systématiquement. Cela signifie la mise en place de politiques favorisant une économie de marché régulée, où la libre concurrence est équilibrée par une lutte ferme contre les rentes injustifiées.

Le développement régional équilibré, un contrat social juste entre l'entreprise et le salarié, et un impôt juste et équitable ne sont que quelques exemples de mesures essentielles pour réduire les disparités criantes. La justice équitable, un droit au travail décent, et un accès égal à l'éducation, à la santé, et à l'information sont des piliers sur lesquels nous devons continuer à bâtir.

La dimension sociétale du projet



Ce n'est pas seulement une question d'économie ou de politique, mais aussi une question de tissu social. Les inégalités de genre, les obstacles rencontrés par les personnes handicapées, et les défis spécifiques des seniors sont autant de fronts sur lesquels notre combat doit s'intensifier. En outre, la promotion d'une gouvernance démocratique et participative est cruciale pour que chaque citoyen se sente impliqué et représenté dans le processus politique.

Nous devons également reconnaître et valoriser le rôle des petites et moyennes entreprises, des startups, qui sont souvent des moteurs d'innovation et d'emploi. Leur développement doit être soutenu par des politiques adaptées, favorisant un environnement entrepreneurial dynamique et inclusif.

Au cœur de notre démarche, l'humanisme guide chaque décision. Cela se traduit par une attention particulière portée aux plus vulnérables, à ceux que le progrès économique et technologique risque de laisser de côté. S'engager pour une croissance inclusive, c'est refuser que notre avancée se fasse au détriment de quiconque.

Le droit à une seconde chance est une notion fondamentale de notre vision politique. Elle symbolise notre croyance dans le potentiel humain, dans la capacité de chacun à surmonter ses erreurs et à contribuer positivement à la société.

Même si l'égalité absolue demeure une utopie, la réduction des inégalités reste le seul véritable programme humaniste qui vaille. À l'aube de ce congrès crucial, nous nous devons réaffirmer notre engagement pour un Maroc plus équitable, où chaque citoyen peut aspirer à une vie digne et épanouie.

C'est avec un esprit résolu et innovateur que nous poursuivrons notre combat, car, j'y crois encore et encore, c'est dans l'action réformiste que réside la clé d'un avenir prometteur pour tous.

Par Adnane Benchakroun

Même si l'égalité absolue n'existera jamais, la correction des inégalités restera le seul programme politique humaniste réel. J'y crois encore et encore.

PODCAST POLITIQUE DE LA SEMAINE



La panne d'imagination



Abstraction faite des objectifs réels d'Alger dans son hostilité au Maroc, en quoi un maillot d'une équipe sportive arborant la carte du Maroc incluant le Sahara, porterait-il atteinte à l'intégrité ou à la fierté de l'Algérie qui s'est toujours obstinée à prétendre que son implication dans cette affaire se limitait à sa conformité avec ses principes de défense du droit des peuples à l'autodétermination ?

Par Par Naim Kamal



Émission économique de la semaine

BILAN DU GOUVERNEMENT / L'INVESTISSEMENT CRÉE-T-IL DE LA CROISSANCE ? CETTE QUESTION FERA L'OBJET DU DÉBAT DE L'INFO EN FACE. POUR EN DISCUTER, RACHID HALLAOUY REÇOIT NABIL SEBTI, ENTREPRENEUR & CONSEILLER D'AFFAIRES.



ANALYSE

ET SI ON AVAIT ENCORE BESOIN DE PARTIS POLITIQUES !

Par Adnane Benchakroun

Au cœur du débat politique, la perception par l'opinion publique que la politique est intrinsèquement problématique, surtout au Maroc, mérite une analyse nuancée. En effet, les imperfections notées dans la gestion des affaires publiques ne dénotent pas nécessairement d'une fatalité politique, mais plutôt de défis inhérents à tout système politique évolutif.

À la veille du 18ème congrès du Parti de l'Istiqlal, un événement majeur dans le paysage politique marocain, il est impératif de s'interroger sur le désengagement croissant de l'opinion publique vis-à-vis des partis politiques.

WHY?



Et si on avait encore besoin de partis politiques !



Premièrement, l'assertion selon laquelle la politique est "destinée à régler les problèmes" est fondamentalement vraie, mais elle simplifie excessivement la complexité des interactions politiques. La politique ne se limite pas à la résolution de problèmes ; elle est aussi un moyen d'exprimer des valeurs collectives, de négocier des compromis et de façonner l'avenir d'une société. Ainsi, réduire la politique à une fonction utilitaire néglige ces dimensions essentielles.

Ensuite, l'idée que la politique devient un problème à cause de la "légèreté" et de l'"insouciance" peut être contestée par le fait que les défis politiques sont souvent le résultat de contraintes structurelles et non simplement de défauts de caractère des politiciens. Par exemple, au Maroc, les restrictions imposées par des contraintes économiques, des normes culturelles et des pratiques historiques peuvent entraver l'efficacité politique autant que les qualités individuelles des politiciens. Par conséquent, attribuer les défis uniquement à la qualité du personnel politique est réducteur.

De plus, le report sine die de certaines promesses électorales, bien que présentées comme un symptôme d'impuissance, pourraient aussi être interprétés comme une prudence nécessaire dans un contexte complexe. Souvent, de tels retards sont le résultat de négociations en coulisses visant à assurer un consensus plus large ou à répondre à des préoccupations imprévues, ce qui peut être crucial pour maintenir la stabilité politique.

Il est également important de reconnaître le rôle de l'opinion publique dans le façonnement de l'action politique. L'apathie présumée du public face aux événements politiques n'indique pas nécessairement un désintérêt général, mais peut refléter une méfiance envers les processus politiques ou un sentiment d'impuissance. Cela souligne la nécessité d'une plus grande transparence et responsabilité pour restaurer la confiance dans le système politique.

En conclusion, bien que les critiques adressées à la politique marocaine soulignent des problèmes réels, une vision plus équilibrée serait de reconnaître que ces défis sont partagés par de nombreux systèmes politiques à travers le monde. Plutôt que de dépeindre la politique comme un problème en soi, il serait plus constructif de chercher à comprendre les causes sous-jacentes des dysfonctionnements et de travailler vers des réformes qui renforcent l'intégrité, la transparence et l'efficacité de la gouvernance politique.

À la veille du 18ème congrès du Parti de l'Istiqlal, un événement majeur dans le paysage politique marocain, il est impératif de s'interroger sur le désengagement croissant de l'opinion publique vis-à-vis des partis politiques.

Ce phénomène, qui n'est pas unique au Maroc mais qui y trouve des spécificités notables, soulève plusieurs questions fondamentales quant aux causes de cette défection et aux stratégies potentielles pour y remédier.

Trois raisons objectives de la défection selon les analystes et les leaders d'opinions se dégagent :

Premièrement, la méfiance envers les partis politiques peut être attribuée à un sentiment général de non-accomplissement des promesses électorales. Les citoyens, après plusieurs cycles électoraux, pourraient percevoir une discordance persistante entre les engagements pris durant les campagnes et les actions concrètes suivant l'élection. Cette perception d'inaction ou de progression insuffisante sur des enjeux clés comme l'emploi, l'éducation et la santé peut engendrer une désillusion.

Deuxièmement, le manque de transparence et les affaires de corruption sont des facteurs aggravants. Dans de nombreux cas, les scandales impliquant des figures politiques ont entaché la réputation des partis, renforçant l'idée d'un système politique déconnecté des besoins et des attentes du peuple.

Troisièmement, l'effritement de l'identité idéologique des partis politiques peut aussi jouer un rôle. Les électeurs peuvent se trouver désemparés face à des partis qui, en quête de popularité, diluent leurs principes idéologiques pour embrasser un centrisme vague, rendant difficile la distinction entre les différentes offres politiques.



Et si on avait encore besoin de partis politiques !

Stratégies de remédiation : réaffirmer l'engagement envers les promesses électorales est crucial

Pour inverser cette tendance, plusieurs approches pourraient être envisagées. Initialement, renforcer la transparence et la responsabilité des élus serait un premier pas significatif.

Cela pourrait se traduire par la mise en place de mécanismes de contrôle plus rigoureux et de systèmes de reddition de comptes publics et réguliers, permettant aux citoyens de suivre les réalisations de leurs représentants.

Les partis pourraient développer des plans d'action détaillés et réalistes, accompagnés de délais précis, pour montrer leur sérieux dans l'atteinte des objectifs fixés.

Ceci pourrait aider à restaurer la confiance des électeurs dans la capacité des partis à produire des changements tangibles.

Enfin, revitaliser le dialogue avec la base électorale est essentiel. Les partis doivent se réengager dans un processus continu de consultation et de dialogue avec les citoyens pour mieux comprendre leurs préoccupations et ajuster leurs politiques en conséquence.

De plus, encourager la participation des jeunes et des groupes sous-représentés pourrait injecter une nouvelle vitalité dans le système politique.

En conclusion, alors que le Parti de l'Istiqlal se prépare pour son 18ème congrès, il est impératif de reconnaître et de traiter le désengagement du public marocain.

En s'attaquant aux racines du problème et en mettant en œuvre des stratégies efficaces, il est possible de redonner aux partis politiques un rôle central dans la gouvernance et le développement du Maroc.



Istiqlal 4.0 : des indépendances de nouvelle génération

À la veille de chaque congrès du parti de l'Istiqlal, je suis systématiquement interpellé par des amis(e)s sur la pertinence de garder la dénomination "Istiqlal" comme nom du parti.

La raison essentielle de leur argumentaire amical : "Istiqlal" veut dire "Indépendance" et le Maroc est indépendant depuis longtemps et qu'il est temps de changer de chapitre politique et de l'incarner par une autre dénomination plus émergente !

Certes, le sujet n'est pas un tabou, il a été encore une fois l'objet de débat dans les commissions préparatoires du 18ème congrès et j'avoue avoir changé d'avis, car il fut un temps ou, bien que minoritaire, je défendais cette idée d'abandonner "Istiqlal" pour "Al Mizane".

Dans le débat sur le sujet, des idées contre des arguments, il s'est forgé une convergence essentielle celle de la notion de durabilité que porte le nom "Istiqlal".

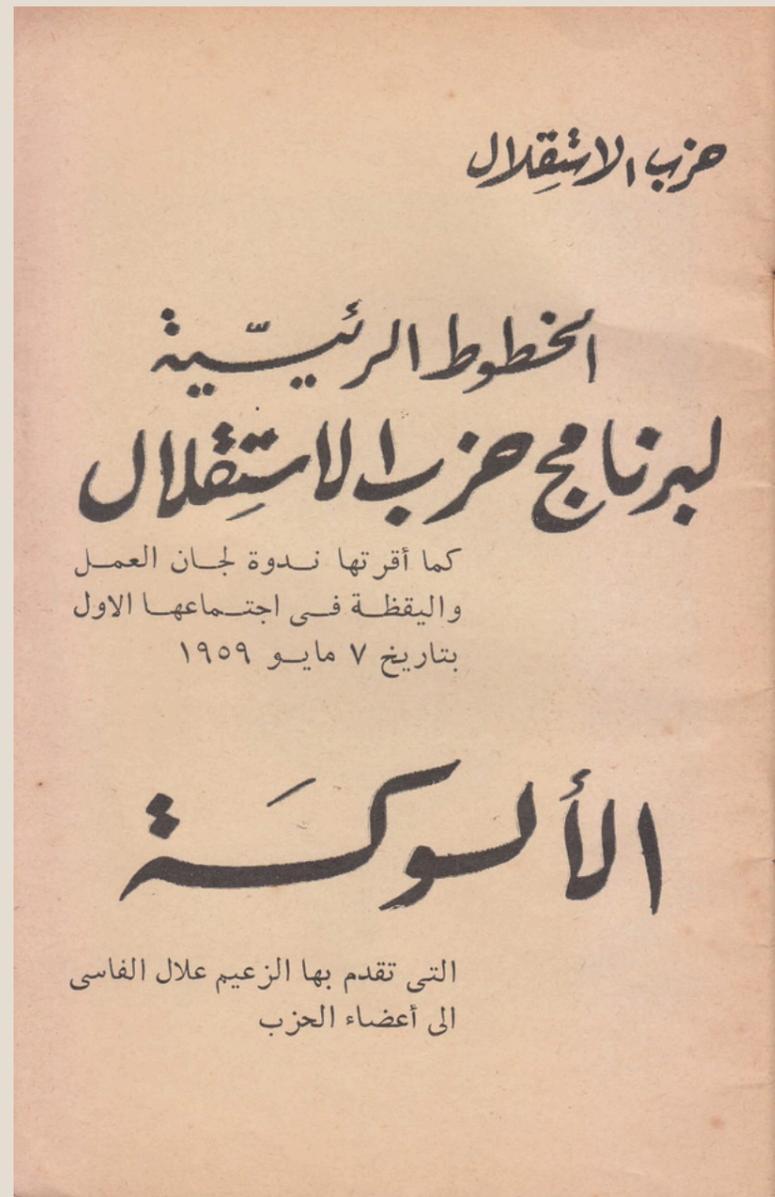
Il ne s'agit plus d'indépendance vis à vis de pays colonisateurs (France et Espagne) mais de liberté des Marocains contre la pauvreté et le sous-développement et à plus de souveraineté : alimentaire, énergétique, industrielle, etc.

Le Maroc d'aujourd'hui est appelé à conquérir des indépendances de nouvelle génération

Au-delà de sa première cause nationale celle de la récupération légitime de ses provinces du sud, de ses souverainetés militaires, sécuritaires, diplomatiques et religieuses sous le leadership éclairé de SM le Roi.

Pour le Maroc contemporain, les défis sont radicalement différents de ceux auxquels il était confronté dans le passé. Alors que l'indépendance face aux puissances colonisatrices, la France et l'Espagne, a été un jalon historique majeur du milieu du XXe siècle, le pays se trouve aujourd'hui face à des défis internes non moins cruciaux :

la lutte contre la pauvreté, le sous-développement, et l'affirmation de sa souveraineté dans des domaines clés tels que l'alimentation, l'énergie et l'industrie.



Il reste à s'Istiqlaliser et à se libérer de la pauvreté et du sous-développement pour viser l'émergence.

La pauvreté et le sous-développement sont deux des obstacles majeurs que le Maroc doit surmonter pour garantir un avenir prospère à sa population.

Malgré des progrès significatifs dans la réduction de la pauvreté, une portion substantielle de la population marocaine reste vulnérable aux fluctuations économiques, avec des disparités régionales marquées.

Le développement d'une économie plus inclusive et diversifiée est essentiel. Cela implique des investissements massifs dans l'éducation et la formation professionnelle, pour équiper la jeunesse marocaine des compétences nécessaires à une économie mondialisée.



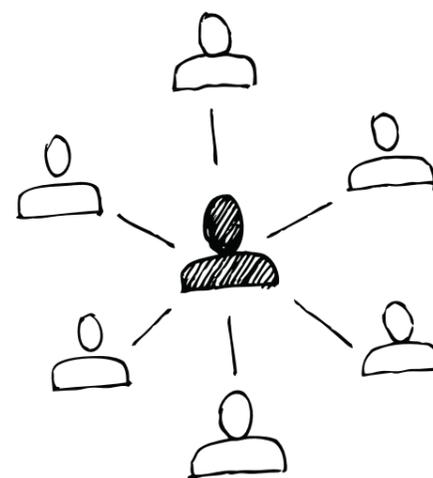
Istiqlal 4.0 : des indépendances de nouvelle génération

La souveraineté alimentaire est une priorité, étant donné la dépendance historique du Maroc aux importations pour des denrées de base comme le blé. Renforcer l'autosuffisance alimentaire du Maroc passe par une révolution agricole qui allie modernisation de l'agriculture et soutien aux petits exploitants, pilier de l'économie rurale. La transition vers des pratiques agricoles durables et résilientes face au changement climatique est également impérative.

Le Maroc, précurseur dans le domaine des énergies renouvelables en Afrique avec des projets comme la centrale solaire de Noor, doit continuer à développer sa capacité de production énergétique indépendante. L'objectif est de réduire la dépendance aux énergies fossiles importées, coûteuses et polluantes, en faveur d'une approche plus verte et durable. Cela pourrait non seulement satisfaire les besoins domestiques mais aussi positionner le Maroc comme un exportateur d'énergie propre dans la région.

Le développement industriel est crucial pour la création d'emplois et l'accroissement de la richesse nationale. Le Maroc a déjà fait des progrès en attirant des investissements étrangers dans des secteurs comme l'automobile et l'aéronautique. Cependant, pour vraiment renforcer sa souveraineté industrielle, il doit favoriser l'émergence d'entreprises locales fortes et encourager l'innovation et la recherche-développement.

En résumé, si l'indépendance vis-à-vis des colonisateurs a été un premier pas vers la liberté, le Maroc d'aujourd'hui est appelé à conquérir une indépendance de nouvelle génération : celle qui le libère de la pauvreté, du sous-développement et qui renforce sa souveraineté dans les domaines alimentaire, énergétique et industriel. C'est par ces batailles que le Maroc pourra assurer un développement durable et équitable pour tous ses citoyens.



La messe est dite, on garde le nom de l'Istiqlal et le combat du développement continue.



ALAIN JUILLET : LA DIPLOMATIE, LE MAROC, LA FRANCE, L'ALGÉRIE...

«La diplomatie marocaine est extrêmement efficace parce qu'elle a réussi à se positionner au niveau mondial», affirme Alain Juillet, ancien numéro 2 de la DGSE

L'ancien directeur du renseignement français à la Direction générale de la sécurité extérieure Alain Juillet évoque la diplomatie marocaine, le Maroc qui date de l'an 900, le Sahara marocain, la France, la relation actuelle entre le Maroc et l'Algérie, un aperçu général sur l'histoire des deux pays, etc.

Invité à un Space (conversation en direct) organisé par la chaîne politique «Tarik Talk» sur X, l'ancien numéro 2 de la sécurité extérieure française s'est exprimé, avec maestria, sur une batterie de sujets très instructifs.

TEST-DRIVE : THE NEW LAND ROVER DEFENDER
ROAD-TRIP DU TOUT-TERRAIN EN MODE LUXE SUR LES PISTES DU DÉSERT D'A.



AUTO **1** MAG

N° 03 : AVRIL 2024

MARCHÉ DE L'OCCASION

UN MARCHÉ EFFERVESCENT, MAIS FREINÉ PAR L'INFORMEL !



KIA PICANTO

MASERATI GRANTURISMO

HYUNDAI TUCSON

OPEL CORSA

FORD KUGA

KIA Sportage
PLUS MATURE
ET TOUJOURS À LA PAGE



SCAN ME!

SERVICE APRÈS-VENTE
un marché juteux de 6 MMDH



MAROC : L'ÈRE EURO 6
bouffe un vent d'air pur !



AFAF HAMDOUNE
la pionnière sur deux roues



L'ODJ R212

LA WEB RADIO

#MDM

DES MAROCAINS DU MONDE

+750.000

AUDITEURS PAR MOIS

ÉMISSIONS, PODCASTS & MUSIQUE



DISPONIBLE SUR
 Google Play

**Télécharger notre application
mobile sur Android !**



SCAN ME!